

**CONVENTION DE SOUTIEN DE L'ETAT A DES ACTIONS
DE RECHERCHE ET D'INNOVATION PAR VOIE DE SUBVENTION**

FONDS DE COMPETITIVITE DES ENTREPRISES

CONDITIONS GENERALES

PREAMBULE :

L'aide est accordée dans le cadre de :

- la loi N°2000-321¹ du 12 avril 2000 ;
- du décret N°2001-495 du 6 juin 2001¹ ;
- du décret N°99-1060 du 16 décembre 1999² relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret N°2003-367 du 18 avril 2003³, complété par le décret N° 2001-1058 du 13 novembre 2001⁴ et précisé par l'arrêté du 5 juin 2003⁵ relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.

Le service du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie chargé par le directeur général des entreprises de vérifier l'exécution de la convention est précisé dans les conditions particulières ; il est désigné par la suite : "le Service".

ARTICLE 1 - OBJET - DÉLAIS DE REALISATION :

Le Titulaire s'engage à réaliser, avec la participation financière de l'Etat, et dans le délai défini à l'article 1 des conditions particulières, le projet décrit dans les Annexes Technique et Financière de la convention et à rechercher une valorisation industrielle et commerciale, dans le cadre de son activité, y compris sous toute forme de droits (titres) de propriété industrielle, de produits directs ou dérivés de ce projet.

La date de commencement des travaux et de prise en compte des dépenses, est réputée être celle de la date de notification de la convention, sauf dérogation précisée dans les Conditions Particulières.

Le Titulaire doit informer le Service de l'achèvement du projet. A défaut, le projet sera considéré comme terminé au plus tard 48 mois à compter de son commencement d'exécution. La convention sera alors clôturée en l'état, l'État étant dégagé de toute obligation de versement de l'aide.

1 publié au Journal Officiel de la République française du 13/04/2000 (loi) et 10/06/2001 (décret)

2 publié au Journal Officiel de la République française du 18/12/1999

3 publié au Journal Officiel de la République française du 20/04/2003

4 publié au Journal Officiel de la République française du 15/11/2001

5 publié au Journal Officiel de la République française du 29/06/2003

ARTICLE 2 - AIDE :

L'État accorde, selon les modalités figurant à l'article 2 des Conditions Particulières, un concours financier au plus égal au produit du montant total des dépenses prévisionnelles retenues dans l'Annexe Financière par le taux fixé à l'article 2, **sous réserve, en cas de cumul d'aides, du respect des plafonds communautaires.**

Les dépenses prises en compte au titre de l'aide sont celles liées directement à l'exécution du projet, mentionnées dans l'Annexe Financière, et effectuées à compter de la date de notification de la convention, sauf dérogation précisée à l'article 1 des Conditions Particulières.

Le montant de ce concours ne peut en aucun cas dépasser le montant indiqué à l'article 2 des Conditions Particulières.

Du fait de l'absence de lien direct entre la prestation rendue et sa contrepartie en valeur - cf dispositions de l'instruction n°181 du 08/09/1994 - DGI/SLF - Bulletin officiel du 22/09/1994 de la Direction Générale des Impôts -, l'aide n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

ARTICLE 3 - COORDINATION :

Un projet peut être mis en œuvre par plusieurs partenaires. Les soutiens accordés à chaque partenaire disposant d'une personnalité morale sont individualisés dans des conventions spécifiques.

Sauf dérogation mentionnée dans les Conditions Particulières, pour tout projet coopératif, un des partenaires doit être désigné comme chef de file.

Le chef de file est chargé de transmettre au Service, après l'avoir validé, le rapport final d'exécution du projet à l'appui des demandes de versement du solde de l'aide accordée. Il peut également être chargé d'informer le Service et chaque Titulaire de toute correspondance ou échange concernant le déroulement du projet.

ARTICLE 4 - VERSEMENT DE L'AIDE :

4.1 - Le montant de l'aide sera versé suivant les modalités suivantes :

Une avance peut être versée à notification de la convention. Son montant et son taux sont précisés dans les Conditions Particulières. L'avance ne peut excéder 5% du montant prévisionnel de l'aide, sauf dérogations suivantes où ce taux peut être porté à :

- 30% lorsque l'aide est accordée à un établissement public ou à une société n'employant pas plus de 2000 personnes et dont le capital n'est pas détenu à plus de 50% par une ou plusieurs sociétés ne respectant pas ce critère ;
- 20% lorsque l'aide est accordée à un organisme sans but lucratif.

Des acomptes peuvent être versés, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La somme de l'avance et de ces acomptes ne peut en aucun cas excéder 80% du montant prévisionnel de l'aide.

Pour la détermination du montant de chaque versement de l'aide, seules les dépenses effectivement réalisées à compter de la date de commencement des travaux sont prises en compte.

4.2 - Le paiement des sommes dues par l'État s'effectue selon les modalités prévues à l'article 4 des Conditions Particulières, sur présentation des justificatifs suivants, validés par le chef du Service :

- pour le ou les versement(s) intermédiaire(s) :
 - un compte rendu d'avancement du projet signé par le Titulaire;
 - un état récapitulatif des dépenses effectuées depuis la date de commencement des travaux ou depuis le paiement intermédiaire précédent, certifié exact par le Titulaire ;
 - le cas échéant, les justificatifs prévus dans les conditions particulières par une clause à paiement.
- pour le versement du solde :
 - un compte rendu final d'exécution du projet, commun, sauf dérogation mentionnée dans les Conditions Particulières à tous les partenaires au projet, signé par le Titulaire et, pour les projets coopératifs, par le chef de file désigné dans les Conditions Particulières ;
 - un état récapitulatif général des dépenses effectuées, depuis la date de commencement des travaux, certifié exact par le Titulaire, et qui devra être visé :
 - pour les sociétés commerciales : par le commissaire aux comptes ou, à défaut, par l'expert comptable ;
 - pour les établissements publics : par l'Agent comptable ;
 - pour les associations et autres organismes : par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable, ou à défaut par le contrôleur d'Etat s'il existe
 - **un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le titulaire pour tout ou partie du projet, quelles que soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention... exonérations de charges ou de cotisations sociales - JEL, pôles de compétitivité...) et leur origine (Commission, Etat, collectivités locales...), certifié exact par le Titulaire ;**
 - le cas échéant, les justificatifs prévus dans les conditions particulières par une clause à paiement.

Les dépenses retracées dans les états récapitulatifs doivent être ventilées selon les postes comptables figurant dans l'Annexe Financière.

Les demandes de paiement, accompagnées de tous les justificatifs nécessaires, doivent parvenir au Service **dans un délai maximum de 12 mois** après la fin du projet. A défaut, la convention sera clôturée en l'état, l'État étant dégagé de toute obligation de versement de l'aide.

Le montant de chaque versement est calculé par application aux dépenses retenues du taux d'aide figurant à l'article 2 des Conditions Particulières.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du FCE serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité, du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

4.3 - Les sommes versées au Titulaire au titre de la présente convention ne lui sont définitivement acquises qu'à la clôture administrative de la convention. Sauf dispositions contraires, et sans préjudice des stipulations prévues aux articles 6 et 9 à 13, la convention est close de plein droit 4 ans après la date de fin des travaux prévue dans la convention.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE DES TRAVAUX ET DES DEPENSES :

Le Titulaire s'engage à adresser au Service les comptes rendus que celui-ci demandera sur l'état d'avancement du projet aidé et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'à la clôture administrative de la convention.

Pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Titulaire s'engage à tenir une comptabilité dans laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes ou documents analytiques internes) ;

Le chef du Service se réserve le droit, jusqu'à la clôture administrative de la convention de suivre et vérifier les travaux et dépenses effectués au titre du projet aidé. Ce contrôle, sur pièces et sur place, est en principe effectué à la charge du titulaire, dans la limite de 3% de l'aide qu'il a reçue, ou aux frais de l'Etat, si le chef du Service le décide. Le Titulaire sera informé du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par le Service. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêt entre le Titulaire et l'expert. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que ce contrôle puisse être effectué dans les meilleures conditions. Les informations recueillies au cours de ce contrôle resteront confidentielles et à l'usage exclusif de l'administration.

ARTICLE 6 - EVALUATION DES RETOMBÉES DU PROGRAMME/PROJET :

Pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Titulaire s'engage à communiquer, à la demande du Service, tous les éléments nécessaires à l'évaluation des retombées du projet : activités générées, emplois créés ou préservés, essaimage, produits de cessions ou concessions de licences, brevets, logiciels ou savoir-faire, commercialisation de prototypes, maquettes ou pré séries, produits, procédés... .

En complément, pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Service se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique des retombées du projet. Cette évaluation sera réalisée à la charge du Service. Le Titulaire sera informé du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par le Service. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêt entre le Titulaire et l'expert.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU PROJET :

7.1 - Le Titulaire doit notifier au Service les modifications :

- qui affectent la durée et/ou le déroulement du projet tel qu'il est décrit dans l'Annexe Technique de la convention ;
- qui entraînent des changements dans la répartition entre les différents tableaux telle que prévue à l'Annexe Financière de la convention ;
- qui conduisent à des changements dans les équipements mentionnés à l'Annexe Financière de la convention.

Les modifications doivent être motivées et notifiées par écrit au service au moins un mois avant la date de fin du projet, prévue à la convention. A défaut de notification dans ce délai, les modifications ne pourront être prises en compte.

7.2 - Pour autant qu'elles ne dénaturent pas le projet, les modifications avec incidence financière, sont admises

- de plein droit à la double condition que le Service n'ait pas fait opposition dans un délai d'un mois et que cette incidence reste inférieure, pour chaque tableau concerné, à 5% de l'assiette prévue initialement dans l'Annexe Financière à la convention
- après l'obtention d'un avis favorable du chef du Service, lorsque l'incidence financière de la modification dépasse, pour chaque tableau concerné, 5% et reste inférieure à 15%, de l'assiette prévue initialement dans l'Annexe Financière à la convention

En cas d'opposition du Service, et sans préjudice des stipulations des articles 9, 10 et 12, les dépenses prises en compte pour le calcul des versements intermédiaires comme du solde final seront plafonnées, pour chaque catégorie de dépenses, au montant du poste correspondant dans l'Annexe Financière de la convention.

Dans l'hypothèse où le projet subirait des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus sera apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

7.3 - Les modifications relatives à la dénomination sociale du Titulaire doivent être notifiées dans un délai de 30 jours à compter de leur approbation par l'assemblée générale de la société.

Elles seront prises en compte de plein droit sauf dans les cas où :

- la modification intervient à la suite de la création d'une société nouvelle par fusion ;
- la modification intervient à la suite de l'absorption du titulaire par une autre société.

7.4 - Les modifications dont l'incidence financière, pour chaque tableau concerné, est égale ou supérieure à 15% ainsi que les autres modifications, pour qu'elles soient prises en compte, doivent faire l'objet d'un avenant à la convention. Faute de conclusion d'un tel avenant, et sans préjudice des dispositions des articles 9, 10 et 12, la convention sera soldée en l'état sur proposition du chef du Service.

7.5 Le Titulaire doit motiver par écrit au Service sa décision d'arrêter les travaux ou de se retirer du projet dans un délai maximal de 30 jours à compter de celle-ci.

Le Service déterminera les conditions dans lesquelles les dépenses effectuées feront l'objet d'un éventuel versement et/ou dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés sera exigé, en tenant compte :

- des motifs de l'abandon au regard des obligations du Titulaire, telles que prévues notamment par les articles 1 et 11;
- des travaux effectués antérieurement à la décision d'abandon, au regard de ceux décrits dans les annexes technique et financière.

A défaut de notification dans les conditions fixées ci-dessus, la convention sera soldée en l'état, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10. Aucun versement, au delà du dernier paiement effectué ne sera dû.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE :

Le Service n'intervient en rien dans les rapports que le Titulaire entretient avec les sous-traitants éventuels et sa responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre .

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention il ne peut y avoir de sous traitance entre partenaires d'un même projet ;

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL :

Toute modification du capital affectant le contrôle du Titulaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation du projet aidé, doit, jusqu'à la clôture administrative de la convention, être notifiée au Service dans un délai de 30 jours à compter de son approbation par l'assemblée générale de la société.

Le service pourra résilier la convention et demander le reversement de tout ou partie des sommes versées au Titulaire, notamment:

- en cas de défaut de déclaration de toute modification du capital affectant le contrôle du Titulaire de la convention;
- si le Service estime que la modification du capital est de nature à compromettre l'application de l'article 1, premier paragraphe, des Conditions Générales ou des dispositions figurant dans les Conditions Particulières.

ARTICLE 10- REVERSEMENT :

10.1 - Le Service exigera le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la convention en cas d'inexécution par le Titulaire de ses obligations contractuelles, notamment en cas :

- de refus de communiquer au Service les documents prévus aux articles 4 et 6 ;
- d'empêchement fait au Service de procéder aux contrôles prévus à l'article 5 ;
- d'exécution partielle du projet aidé ;
- de cession -totale ou partielle- ou de liquidation judiciaire prononcée par un Tribunal ainsi qu'en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable du Titulaire ;
- de mise en cause du caractère coopératif du projet ;
- de renonciation, par le Titulaire, à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du

projet aidé ou s'il cède l'exploitation⁶ à un tiers en désaccord avec le Service. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le Titulaire, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès.

10.2 - Si les contrôles prévus à l'article 5 font apparaître que tout ou partie des sommes reçues par le Titulaire n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la présente convention, le Service exigera le reversement de ces sommes..

10.3 - Dans les cas prévus aux paragraphes 10-1 et 10-2 ci-dessus, le reversement sera de droit, sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires.

ARTICLE 11 - MISE EN CAUSE DU CARACTERE COOPERATIF DU PROJET :

Pour les projets mis en œuvre par plusieurs partenaires, les Titulaires s'engagent à informer le Service de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de cet accord, en particulier lorsque l'un d'entre eux décide d'abandonner les tâches de recherche et développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les Titulaires souhaitent qu'un nouveau partenaire participe au projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, le chef du Service se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée par l'État pour l'ensemble du projet. Le Service déterminera les conditions dans lesquelles les dépenses effectuées feront l'objet d'un éventuel versement et/ou dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère coopératif du projet ;
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause ;
- du respect des obligations contractuelles.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES RÉSULTATS

Lorsque le projet comporte des actions de recherche et de développement de nature à aboutir à un dépôt de brevet, le Titulaire est tenu d'avertir le Service de toute intention de cession du brevet en cause. Le Titulaire peut procéder à cette cession, sans autorisation préalable du Service. En cas d'omission d'information ou dans le cas où cette cession aurait pour effet de perturber l'économie globale du projet, le Service se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article 10.

ARTICLE 13 - RESILIATION :

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

6. La cession de l'exploitation à un tiers s'entend du transfert de l'utilisation ou de la propriété des inventions, procédés, méthodes, produits, matériels, logiciels réalisés ou élaborés à l'occasion du projet, y compris lorsque ce tiers est une filiale du groupe auquel appartient le Titulaire.

Dans le cas où la demande émanerait du Titulaire, celle-ci devra être adressée, dans les mêmes conditions, au chef du Service.

ARTICLE 14 - COMMUNICATION :

Sauf si le Titulaire fait connaître par écrit son opposition, le Service pourra communiquer sur les objectifs généraux du projet aidé, ses enjeux et résultats. Le Service fera préalablement approuver par le Titulaire le contenu de la communication qu'il envisage de mener. Cette dernière ne pourra en aucun cas porter sur des éléments confidentiels.

Le Titulaire s'engage à mentionner le soutien apporté par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (Direction Générale des Entreprises) dans ses propres actions de communication sur le projet de recherche aidé et de ses résultats.

ARTICLE 15 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION :

Les Tribunaux Administratifs sont seuls compétents pour toute contestation relative à la présente convention.